

Début d'un mois de jeûne musulman au Burundi

PANA, 06 juin 2016 Bujumbura, Burundi - Les musulmans du Burundi ont entamé ce lundi le Ramadan, le mois de jeûne, sur fond d'une pénurie de sucre, un produit vital, qui dure depuis plusieurs semaines. L'islam est, rappelle-t-on, la troisième grande religion du pays pour un peu plus de 10% de la population derrière le christianisme et le protestantisme.

Un des leaders de la communauté islamique du Burundi, Cheikh Harouna Nkunduwiga, a invité ses coreligionnaires à prendre le mal en patience et passer le mois sacré à prier pour la paix au Burundi, un pays en proie à une violente crise politique et des droits humains depuis plus d'un an. C'est, selon lui, tout le sens de l'islam, «une religion de tolérance» et dont la pratique doit monter en puissance durant le mois de Ramadan. Le jeûne ne risque encore de pâtir de la rareté du pain, à en croire les grands boulangers et pâtisseries de la capitale qui disent être rationnés en sucre, au risque de ne plus répondre sous peu à la demande habituelle des clients. Là où le sucre est disponible, la spéculation va bon train au regard du prix officiel qui est passé facilement de 1750 francs burundais (un peu plus d'un dollar us), à plus de 4.000 francs (plus de 2,5 dollars), le kilo, au noir. Du côté de la Société nationale du sucre (SOSUMO), on explique la pénurie par la «mauvaise pluviosité» qui a empêché la maturation à temps de la canne sans promesse d'une embellie à court terme. L'Etat burundais hésite encore à autoriser l'importation volontaire pour casser le monopole de moins en moins soutenable par la SOSUMO, une usine en fonction depuis les années 1970 et dans le besoin de moyens financiers pour renouveler les équipements et tenir le choc de la demande sans cesse croissante, indique-t-on, dans les milieux économiques à Bujumbura. L'évasion sur ce produit vers les marchés régionaux plus rémunérateurs n'est pas non plus à écarter, soutient-on dans les mêmes milieux économiques des consommateurs désespérés. D'autres analystes à Bujumbura expliquent les difficultés économiques de plus en plus grandissantes et généralisées à bien d'autres domaines de la vie nationale par les sanctions financières de la communauté internationale qui ont été motivées par le contexte de crise politique du pays. Les Burundais sortaient à peine d'une autre pénurie éprouvante de carburant et il a fallu des efforts particuliers du gouvernement sur les réserves de devises encore disponibles pour normaliser provisoirement le marché local des hydrocarbures totalement importés.